8 octobre 2018

Les dirigeants d'organisations catholiques de développement appellent à une réaction urgente contre les dérèglements climatiques et à une économie affranchie de l'impératif de croissance

En réaction à la publication du rapport du GIEC, les dirigeants d'organisations catholiques de développement lancent un appel urgent. Il ne reste en effet que peu de temps pour faire face à la crise avant d'être confrontés à de terribles conséquences.

Face aux résultats du dernier rapport spécial du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), nous, dirigeants d'organisations catholiques de développement qui travaillons ensemble dans plus de 120 pays pour promouvoir la justice sociale, appelons à une réaction urgente contre les dérèglements climatiques.**.**

La prochaine Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 24, Katowice, Pologne, en décembre 2018) doit constituer une étape primordiale dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris, signé il y a trois ans. En outre, comme le souligne le rapport du GIEC, il est impératif que les gouvernements rehaussent rapidement leurs ambitions : la réalité est que nous nous engageons sur la voie d'un réchauffement climatique d'au moins 3.5°C**.** Nous sommes donc encore très loin de l'objectif de 1.5°C.

Limiter le réchauffement climatique à 1.5°C est une question de survie pour l'ensemble de l'Humanité. Nous pouvons atteindre cet objectif grâce à des décisions politiques courageuses. Les obstacles à la lutte contre les dérèglements climatiques sont politiques ! Il est maintenant plus que jamais nécessaire que nos dirigeants le reconnaissent et prennent les mesures qui s'imposent pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre. Il s'agit là d'un impératif moral. Les risques dramatiques pour la planète et les êtres humains, que les plus vulnérables subissent déjà, doivent nous le rappeler. Nos émissions actuelles ont de graves impacts, parmi lesquels : la perte de la biodiversité, les déplacements forcés de millions de personnes, une diminution des rendements agricoles qui menace la sécurité alimentaire, l'élévation du niveau des mers et le réchauffement des océans qui portent atteinte à la vie marine et ont des conséquences directes sur la pêche…

Nous appelons à un changement radical de paradigme : les dérèglements climatiques ne peuvent être combattus de façon isolée.

Notre récent rapport, intitulé « The climate urgency : Setting Sail for a New Paradigm », analyse comment une modification profonde et rapide de nos systèmes alimentaires et énergétiques, soutenue par des changements structurels de nos sociétés et modes de vie, peut contribuer à limiter l'augmentation globale des températures moyennes à 1.5°C. Et ce, sans s'appuyer sur la géo-ingénierie ou les technologies d'émissions négatives mentionnées dans le rapport du GIEC mais qui n'ont pas encore fait leurs preuves et comportent des risques.

Nous devons sortir des énergies fossiles et opérer la transition vers les énergies renouvelables. Les flux financiers doivent se tourner vers ces alternatives viables. Les niveaux actuels de consommation d'énergie doivent être reconsidérés afin que nous réalisions la finitude de notre planète et en respections les limites. Nous devons nous tourner vers l'agriculture biologique**,** repenser nos écosystèmes agricoles pour les diversifier et les intégrer, modifier notre alimentation en réduisant notamment, la production et la consommation de viande et de produits laitiers, relocaliser les systèmes alimentaires pour réduire le gaspillage alimentaire et les déchets et bâtir une véritable souveraineté alimentaire.

Inspirés par nos partenaires sur le terrain, nous reconnaissons le besoin de remettre en question la vision actuelle du développement et du progrès qui a mené à la destruction de notre planète. Une économie affranchie de l'impératif de croissance et qui cesse d'épuiser les richesses de la Terre, peut remédier aux crises environnementales, sociales, économiques et politiques que nous traversons. Les pays les plus riches doivent passer d'un impératif de croissance à celui de décroissance et bâtir des communautés florissantes, basées sur le principe de suffisance. Notre vision est celle d'un bien-vivre pour tous, qui ne peut cependant être réalisée que par le partage. Notre responsabilité commune est de préserver la Création pour que les prochaines générations puissent vivre en paix et en harmonie avec la nature.

Le pape François nous dit dans l'encyclique '*Laudato Si* que « […] l'heure est venue d'accepter une certaine décroissance dans quelques parties du monde, mettant à disposition des ressources pour une saine croissance en d'autres parties », un appel vibrant pour la justice écologique et sociale, qui a ouvert la voie à une approche systémique du changement climatique.

Liste des signataires:

- Lieve Herijgers, Broederlijk Delen, Belgique
- Chris Bain, CAFOD, Angleterre & Pays de Galle
- Benoît Faucheux, CCFD–Terre Solidaire, France
- Dianna Ortiz ; OSU (interim President), Center of Concern, Etats-Unis
- Josianne Gauthier, CIDSE, International
- Kees Zevenbergen, Cordaid, Pays-Bas
- Serge Langlois, Development & Peace, Canada
- Axelle Fischer, Entraide et Fraternité, Belgique
- Marian Caucik, eRko, Slovaquie
- Bernd Nilles, Fastenopfer, Suisse
- Jorge Libano Monteiro, FEC, Portugal
- Gianfranco Cattai, Focsiv–Volontari nel Mondo, Italie
- Anja Appel, Koordinierungsstelle, Autriche
- Clara Pardo Gil, Manos Unidas, Espagne
- Gerry Lee, Maryknoll Office for Global Concerns, Etats-Unis
- Pirmin Spiegel, MISEREOR, Allemagne
- Patrick Godar-Bernet, Partage Lu, Luxembourg
- Alistair Dutton, SCIAF, Ecosse
- Eamonn Meehan, Trócaire, Irlande

Publications de la CIDSE à ce sujet: The Climate Urgency : Setting Sail for a New Paradigm & Climate action for the common good